



HAL
open science

Rural / urbain : qu'est-ce qu'on sait pas ?

Martin Vanier

► **To cite this version:**

Martin Vanier. Rural / urbain : qu'est-ce qu'on sait pas ?. Samuel Arlaud, Yves Jean, Dominique Royoux. Rural-Urbain: nouveaux liens, nouvelles frontières., PUR, pp.25-32, 2005. halshs-00177595

HAL Id: halshs-00177595

<https://shs.hal.science/halshs-00177595>

Submitted on 8 Oct 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RURAL - URBAIN : QU'EST-CE QU'ON NE SAIT PAS ?

Martin Vanier,
géographe,
laboratoire Territoires (UMR PACTE), Grenoble

« Que reste-t-il du couple ville-campagne de nos débuts épistémologiques ? ». Dix ans après cette interrogation de Marcel Roncayolo, conclusive d'une fameuse anthologie¹, le doute demeure, surtout si l'on change les termes du couple pour les désignations plus fondamentales et plus conceptuelles que sont le rural et l'urbain. Que reste-t-il d'explicatif et de stimulant dans l'opposition de ces deux modes, voire de ces deux mondes ?

Ainsi reformulée, la question nécessite d'emblée une précision. Il ne s'agit pas de partir ici de l'idée, parfois développée au nom de la métropolisation et de la mondialisation², que la longue histoire des rapports entre le rural et l'urbain s'achève par la disparition du premier, définitivement absorbé par le second. On n'en finirait pas d'apporter les preuves concrètes, générales et particulières, de l'existence renouvelée d'une ruralité, voire – piste plus novatrice – d'une certaine ruralisation de fragments d'espaces et de sociétés urbaines, par ailleurs évidemment hégémoniques. Le rural comme l'urbain continuent de signifier des catégories explicatives de rapports socio-spatiaux, mais la question de départ a un sens dans la mesure où elle fait douter de la possibilité de comprendre par les deux termes ce qui se passe aujourd'hui *entre eux*, dans leurs échanges, sur leur frontière ou interface, et ce qui pourrait s'y passer demain. Peut-on encore par la seule dialectique entre le rural et l'urbain suivre la société dans ses mouvements, ses recompositions, ses représentations ? La transformation sociale contemporaine, qui est donc très largement celle d'une société urbaine, et la production spatiale qui en émane, n'appellent-elles pas une « trialectique », c'est-à-dire l'invention et l'usage d'une troisième clé de lecture de la société en espace qui viendrait s'insinuer entre les deux précédentes et aider à la compréhension de leurs mutations³ ?

Les analyses et les études de cas rassemblés dans cet ouvrage sont presque tous traversés peu ou prou par cette éventualité, qui répond à sa façon à la question de Marcel Roncayolo. La question périurbaine – la malnommée – a pesé lourd sur les travaux présentés à Poitiers. La nécessité objective et heuristique d'énoncer ou non une troisième catégorie entre le rural et l'urbain permet de revenir sur trois débats qui les ont parcourus :

- y a-t-il encore frontière, front, ou alors gradient, marge mouvante, entre le rural et l'urbain, et qu'est-ce que cela change quant à la géographie de leurs différences ?
- la complexité des changements contemporains trouvera-t-elle à se ré-ordonner dans le temps long des relations profondes entre rural et urbain, et le périurbain n'est-il qu'un phénomène de temps court ?
- l'exurbanisation segmente et éparpille : à quelle unité, fut-elle des contraires, la société travaille-t-elle parallèlement, qui justifie qu'elle se voit encore comme une société ?

¹ Roncayolo M., Paquot T. (dir.), 1992. *Villes et civilisation urbaine, XVIII^e-XX^e siècle*. Paris, Larousse.

² Par exemple, parmi les plus convaincants : Lévy J., 1999. *Le tournant géographique*. Paris, Belin.

³ Vanier M., 2003. «Le périurbain à l'heure du crapaud buffle ». *Revue de Géographie Alpine*, tome 91, n°3.

Ces trois débats difficiles sont ceux d'un monde qui change sans avoir a priori l'intelligibilité de son changement. Rien d'anormal à cela, comme les précédentes phases de mutation l'ont déjà montré (révolutions industrielle et urbaine, avènement puis crise du fordisme, entrée dans la postmodernité, etc.), toutes largement interprétées ex post. Il faudra peut-être attendre la fin de l'actuelle transition périurbaine pour en comprendre complètement le sens. C'est pourquoi on prendra pour finir le parti risqué de la prospective, dont la vertu est après tout de permettre l'indispensable construction d'un point de vue sur ce qu'on ne sait pas encore.

Frontière ou gradient ?

Densité de peuplement, densité d'équipements, emplois et activités, pratiques de mobilité et de communication, pratiques résidentielles et formes d'habiter, pratiques sportives et culturelles, suffrages électoraux : autant d'informations sociales qu'il reste tentant de chercher à différencier dans l'espace selon les clés rurale et urbaine et elles seules... et pourtant, autant de gradients constatés dans des continuums urbains-ruraux, ponctués de microfractures localisées qui sont indifféremment rurales ou urbaines. Pour valider ses catégories, le chercheur a pourtant besoin de limites, et le géographe d'entités homogènes à dégager de l'hétéroclicité des situations. Mais le réel lui est cruel : il y a désormais moins de frontières évidentes entre villes et campagnes, de fronts clairs sur les périphéries, et de limites statistiques tranchées selon la distance au centre, et plus de faits de ruptures ici et là, de constats d'écarts dispersés et spatialement aléatoires, au moins vus sous le microscope. Pire encore : globalement moins de différence dans les pratiques, les ressources, les rapports socio-spatiaux, mais paradoxalement plus d'opposition dans les représentations, les identités, les références et les discours. Comment comprendre cette contradiction ?

Il est acquis que la mobilité décuplée par l'économie automobile des déplacements a profondément remis en cause un certain nombre de limites et d'effets de seuil, de part et d'autre desquels s'instituaient le rural et l'urbain. On se souvient que les sociologues Jean Rémy et Liliane Voye ont proposé de voir dans l'urbanisation le processus par lequel la mobilité spatiale devient le facteur structurant de la vie quotidienne, distinguant ainsi des contextes pré-urbains, villes ou campagnes encore peu « agitées », et des contextes urbains, villes ou campagnes prises dans le mouvement brownien⁴. Mobiles et captifs deviennent alors les nouvelles catégories à partir desquelles repérer les fractures, plus que les frontières, de notre société : l'inégale mobilité est la cause de cette tension entre une société globalement plus homogène parce que plus ouverte au moins dans ses pratiques spatiales, et ses poches d'assignation à résidence dont aucune configuration spatiale n'a le monopole.

Les « mobiles » sont-ils tous « urbains » pour autant⁵ ? Outre ce qu'elle peut receler d'incompréhension à l'égard de la nouvelle ruralité, cette opinion revient à n'admettre pour les marges péri-urbaines ou ex-urbaines où se mesurent les dits gradients qu'un statut provisoire : celui de leur intégration progressive dans une urbanité généralisée. Or, la marge où s'établissent les gradients est une frontière qui a pris de l'épaisseur spatiale ; n'est-il pas temps de lui en reconnaître socialement aussi ? Certes, les représentations résistent. La société urbano-rurale cultive des distinctions sans matérialité : elle habite « à la campagne », puisqu'elle a fui la ville, ou s'en est fait expulser. Mais avec cette « campagne » tout atteste que les frontières ont disparu et que les gradients qui les remplacent donnent de plus en plus d'épaisseur à un tiers espace. Cependant, en a-t-il historiquement ? Si les gradients favorisent la

⁴ Rémy J., Voye L., 1992. *La ville, vers une nouvelle définition*. Paris, L'Harmattan.

⁵ Benoit J.M., Benoit P., Pucci D., 2002. *La France à 20 minutes*. Paris, Belin.

reconnaissance d'une tierce catégorie socio-spatiale, est-ce là un investissement conceptuel durable ?

Temps court ou temps long ?

Gabriel Dupuy rappelait, en introduction d'un des ouvrages de la pensée du troisième âge de la ville⁶, que les contemporains d'Henri IV s'inquiétaient déjà de l'étalement de Paris, aux pieds des fossés du Louvre. De cette annotation amusée sur les récurrences de certaines angoisses aménagistes, on peut tirer deux convictions opposées.

Pour la première, le temps long confirme la binarité de l'espace qui ne saurait être que rural ou urbain, en dépit des formes toujours renouvelées de leur contact. Les deux termes ont montré qu'ils ne s'épuisent pas à expliquer, à chaque époque différemment, comment s'agencent des villes qui agglomèrent, mutent, s'étalent, se multipolarisent, et des campagnes qui se spécialisent, se vident, se repeuplent, se réinventent. On peut connaître entre elles le trouble de l'inachèvement, de l'incertain et du mouvement⁷, il n'empêche que les deux principes structurants de rapports à l'espace demeurent, parce qu'ils permettent de comprendre les changements sans avoir à réinventer tout le réel à chacun d'eux. Ce sont, en somme, des concepts élémentaires, qui peuvent avoir besoin de compléments circonstanciés (comme « conurbation » en son temps, ou « métropolisation » aujourd'hui, côté urbain, et « rurbanisation » ou « contre-urbanisation », côté rural), mais pas d'une troisième catégorie, parce que le temps long prouve que la dialectique rurale-urbaine garde toutes ses capacités interprétatives de ce que ses tensions génèrent.

Cependant, la seconde conviction s'énonce dans le temps court, celui d'une génération au maximum : le temps d'une vie, le temps des choix, individuels et collectifs, le temps politique aussi, fragmenté en mandats mais reconstruit par les personnalités qui les cumulent. Déjà trente ou quarante ans que le phénomène périurbain est apparu en France, d'abord maladroitement saisi dans des « zones de peuplement industriel et urbain » (ZPIU) alors que la logique était et reste résidentielle, puis reconnu dans des couronnes périurbaines et des espaces multipolarisés, enfin, de recensement en recensement, toujours plus en profondeur dans l'espace rural. Trente ou quarante ans que le vocabulaire pour décrire la suburbanisation des campagnes et son urbanité rurale reste prisonnier d'un champ lexical à deux faces. Trente ou quarante ans que les faits se reproduisent, autour de villes de plus en plus petites, le long d'axes de circulation de moins en moins majeurs, dans des campagnes initialement de moins en moins métropolisées.

Dans ces conditions, qu'on peut toujours estimer fondamentalement urbaines et rurales dans le temps long, n'est-il pas nécessaire de penser l'événement, aussi labile et métamorphique soit-il, en l'instituant dans un cadre de pensée à temps court ? La trialectique qui en résulterait aurait à admettre sa double temporalité : l'urbain et le rural resteraient les horizons fondamentaux de nos rapports à l'espace dans un temps long qu'on pourrait qualifier de civilisationnel ; entre eux, la dynamique sociétale impliquerait que soient reconnus, et gérés comme tels, des espaces hybrides qui n'ont sans doute pas toute l'histoire devant eux, mais qui auront à coup sûr constitués l'horizon de bien des histoires individuelles et collectives.

⁶ Dubois-Taine G., Chalas Y., 1997. *La ville émergente*. La Tour d'Aigues, L'aube.

⁷ Chalas Y., 2002. « Mouvement, incertitude, inachèvement des territoires urbains contemporains ». *Ces territorialités qui se dessinent*, Debarbieux B., Vanier M. (dir.), La Tour d'Aigues, Datar-L'aube.

Sécession ou succession ?

Il est frappant de constater que ces histoires ne sont jamais racontées sur un mode positif par les observateurs et les experts. La question périurbaine, avatar moderne des rapports villes-campagnes, est énoncée systématiquement comme le champ de la catastrophe tous azimuts. Au point qu'on peut estimer que si le modèle désormais universel du développement dit durable trouve sa justification globale dans les perturbations climatiques à la même échelle, c'est, à l'échelle locale, en réponse au système vicieux du périurbain qu'il se justifie le mieux. Tout se passe comme si le périurbain (l'espace, comme l'individu qui le peuple), égoïste dans sa version solvable, à la dérive dans l'autre, concentrait ce que la société stigmatise en elle : l'individualisme, le gâchis des ressources un moment abondantes, le refus des formes solidaires d'aménagement et de gestion de l'espace, la dé-liaison sociale, la banalisation des spécificités territoriales, la perte des identités... Comble de la preuve : aujourd'hui le périurbain voterait FN, comme naguère certaines banlieues se sont construites une identité en votant « rouge », tandis que villes et campagnes continuent de distribuer plus sagement leurs mandats à des partis gouvernementaux. Somme toute, si le périurbain constituait une quelconque « nouvelle frontière »⁸, celle de la transformation sociale, le moins que l'on puisse dire c'est que la société, ou plutôt ses experts, ses chercheurs, n'en ont pas en France une vision très optimiste.

Il faudrait ici prendre le temps d'argumenter point par point sur chacune des facettes de la catastrophe, afin de les relativiser et de comprendre sans désespoir pourquoi une part croissante de la société et de ses organisations (comme les entreprises) plébiscite ce tiers espace, pourtant toujours officiellement présenté comme la part d'ombre du développement urbain. Non pas pour nier la plupart des effets négatifs de la périurbanisation, qui ont été maintes fois dénoncés à juste raison et ne peuvent constituer l'horizon indépassable de la périurbanisation : coûts environnementaux, embolie automobile, mise en échec de l'économie du logement aidé, logique fiscale sécessionniste, effets déstructurants sur les villes centres comme sur les espaces agricoles, etc. Sous cet angle au moins, « ce qu'on ne sait pas » s'est beaucoup réduit. Mais de même qu'aucun type d'espace n'est vertueux en soi, aucun n'est vicieux au point où le procès du périurbain l'a actuellement conduit. Attribuer au périurbain le monopole des scénarios de l'inacceptable, qu'ils soient locaux, régionaux ou nationaux, c'est oublier un peu vite ce que la ville comme la campagne ont pu produire de dispositifs socio-économiques et environnementaux pathogènes ces dernières années. Si une certaine société périurbaine semble aujourd'hui vouloir faire sécession, socialement et fiscalement parlant, n'est-ce pas aussi par refus d'héritage des erreurs antérieures, urbaines et rurales ?

Pour autant, la sécession n'est pas acceptable. Son rejet (car le danger est réel) suscite le besoin d'une trialectique, qui renouvelle le débat rural-urbain. Contre la sécession socio-spatiale périurbaine, il faut pouvoir donner droits et devoirs à un tiers espace qui ne soit référé ni à la ville dense qu'il n'est pas et ne souhaite pas être, ni à la campagne agricole qu'il singe tout en la concurrençant. Droits et devoirs, c'est-à-dire politiques d'aménagement, de développement et de gestion des lieux et des populations, qui reconnaissent les différences – urbain, tiers espace, rural – mais surtout organisent clairement leur succession dans l'espace et l'articulation solidaire de leurs fonctions puisque, par nature, le tiers espace est un entre-deux construit par les mobilités villes-campagnes. Souvent dressée contre la ville rejetée bien que quotidiennement fréquentée, et accrochée à une identité villageoise complètement mythifiée, l'opinion territoriale périurbaine ne peut sortir de cette tension malsaine

⁸ Garreau J., 1991. *Edge cities, life on the new frontier*. New York, Anchor Book's.

qu'en se reconnaissant dans le projet de l'interterritorialité. Interterritorialité qui résume les pratiques et les choix de ceux qui auront bel et bien réussi à vivre (sinon mettre) la ville à la campagne, selon la boutade bien connue, mais qui reste largement ignorée des institutions, des dispositifs et des constructions politiques, mal venus de s'inquiéter ensuite des risques de fragmentation d'une dynamique socio-spatiale qui n'a plus rien d'une mauvaise surprise.

Scénarios pour le périurbain

Où conduit cette dynamique ? En guise d'exploration de ce qu'on ne sait pas (encore) des rapports rural-urbain, esquissons à la hâte quatre scénarios, qui sont autant de toiles de fond des débats qui animent le présent.

La propagation de l'onde : sur le modèle francilien, la périurbanisation se poursuit et se déplace autour de tous les pôles d'emploi jusqu'à des portées d'environ 100 à 150 km, qui tolèrent encore des migrations alternantes quotidiennes, malgré leur coût environnemental, économique et social. Comme les parties centrales des villes deviennent de plus en plus inaccessibles, l'effet d'agglomération se porte à son tour sur le vieux périurbain, confirmant la théorie de l'urbanisation généralisée. Tout l'espace rural ne se lit plus qu'à l'aune de son degré de périurbanisation, laquelle se poursuit donc inexorablement sur son front avant, mais se résorbe progressivement sur son front arrière, par densification relative. C'est, à terme, le scénario de la ville partout, et partout moins dense, qui interpelle en priorité les régions très peuplées et fortement métropolisées.

Le triomphe de l'urbanité périphérique : la marge périurbaine se stabilise, en même temps que le marché du logement, et le tiers espace se structure sur le mode de la suburbia américaine, avec ses nouvelles polarités fonctionnelles (edge cities de toute nature : pôles commerciaux, zones tertiaires d'entreprises, grands équipements publics, gares multimodales, parcs de loisirs, etc.) et ses réseaux maillant un espace agricole intersticiel préservé. La révolution du tiers espace est achevée, qui instaure durablement trois types d'espaces et y place la périphérie au centre. Ce scénario vaut plutôt pour les régions à faible armature urbaine, ou dont les villes anciennes ne sont pas parvenues à cultiver leur urbanité.

La régression périurbaine : les politiques de renouvellement urbain menées vigoureusement dans toutes les unités urbaines, quelle que soit leur taille, combinées aux effets du vieillissement démographique qui donne du poids à la part de la population moins mobile et plus sensible aux services de proximité, favorisent un renversement complet de tendance et un retour vers les communes centres et les agglomérations. L'espace périurbain, remis en cause dans ses valeurs fondatrices, devient celui d'une population captive de son patrimoine déprécié. Il apparaît désormais comme le modèle du non renouvellement, à résorber. En déshérence, lui, il entre dans une logique de péri-ruralisation, c'est-à-dire qu'il se lit moins comme une annexe de la ville et de ses dynamiques que comme une sous campagne réservée à ceux qui n'ont pas accès à la ruralité de qualité, vue comme la seule authentique. Ce scénario n'est pas sans rappeler les craintes immédiates concernant le devenir des espaces résidentiels ouvriers dispersés des anciens pays noirs, houillers ou sidérurgiques.

La ruralité refondée : des transformations profondes dans les emplois du temps de l'espace conduisent à la pratique des migrations pendulaires hebdomadaires et de la résidence urbaine annexe (hôtellerie, meublés, résidences partagées, solutions familiales de dépannage). Habiter la campagne, même très loin d'une ville, devient un

idéal prisé. Villages, bourgs et très petites villes isolées s'avèrent les bases du desserrement métropolitain. La politique des espaces naturels protégés est un des moteurs de l'aménagement de ces nouveaux espaces à vivre, désormais désenclavés par l'accès à moins d'une heure à un réseau de déplacement à grande ou moyenne vitesse et à grande portée (gare TGV, aéroport régional, péage autoroutier). Le « rural isolé » ou « rural profond » des catégories statistiques de l'INSEE retrouve ainsi une trajectoire de croissance démographique. Ce scénario donne à penser quant à l'énorme potentiel de restauration résidentielle du cœur du Massif Central, entre autres.

Ce qu'on ne sait pas

Ce qu'on sait, c'est que les scénarios de prospective n'ont pas vocation à prédire le futur, mais seulement, et c'est déjà beaucoup, à installer les termes d'un débat sur les chemins qui y conduisent. Ce qu'on peut constater également, à l'issue de cette brève réflexion sur les rapports rural-urbain, c'est qu'il est possible, et peut-être davantage, de les réinterroger à travers la destinée d'un troisième terme socio-spatial, qualifié ici de tiers espace pour bien justifier d'une trialectique. Des alternatives débattues ici (frontière ou gradient, temps long ou temps court, sécession ou succession), comme des futurs possibles imaginés ensuite, il ressort des clés de lecture volontairement simplifiées d'un réel dont on connaît cependant aussi l'irréductible complexité.

Ce qu'on ne sait pas donc, c'est la combinatoire, dans le temps et dans l'espace, de tous ces phénomènes contradictoires, auxquels s'ajoutent ceux, nombreux, que nous n'avons pas vus ou pris le temps d'analyser. Ce qu'on ne sait pas bien, mais qu'on devine, c'est la géographie de cette combinatoire, qui continuera à rendre difficile, voire vain, tout discours interprétatif du jeu rural-urbain qui prétendrait faire abstraction des contextes régionaux (sans parler des contextes nationaux). Ce jeu rural-urbain, et avec lui la question périurbaine qui le travaille actuellement, ont encore de beaux jours devant eux, à condition d'accepter de les lire dans toute la finesse de leurs contextes géographiques, et non à travers le prisme dogmatique qui militerait, qui en faveur de la métropolité universelle, qui au côté de la ruralité vraie, qui encore au bénéfice d'un modèle de troisième voie à la Broadacre City⁹.

Mais ce qu'on ne sait vraiment pas, au-delà du degré d'inconnu propre à toute interrogation prospective, c'est ce que la société, par exemple la société française prise dans toute sa diversité et ses contradictions d'intérêts, veut comme arbitrage de ses différents cadres de vie et comme régulation de leur agencement dans l'espace. Une société toujours plus urbaine et métropolitaine, qui plébiscite l'espace périurbain et exurbain de ses stratégies résidentielles, et qui cultive par ailleurs avec passion son imaginaire d'un idéal naturaliste de l'espace rural, est une société qui, pour cohérentes que soient ses contradictions, n'en a pas fini avec ses choix territoriaux. Il est vrai qu'aucune société n'en a jamais fini avec son territoire. Vu sous cet angle au moins, le « ce qu'on ne sait pas » est à la fois un gage d'avenir, et une base stimulante de débat collectif apte à réveiller le vieux « couple ville-campagne de nos débuts épistémologiques ».

⁹ Proposée par l'architecte américain Frank Lloyd Wright en 1934. Choay F., 1965. *L'urbanisme, utopies et réalités : une anthologie*. Paris, Seuil, pp.297-311.